

Toulouse, le 23 septembre 2019

## **En Haute-Garonne, comme partout en France, les élu-e-s locaux dénoncent le projet de « géographie revisitée » et réclament haut et fort des services de proximités des Finances Publiques dans tous les territoires !**

Au delà des actions des personnels depuis le début de cette année, l'intersyndicale DRFIP31 a choisi d'attirer l'attention des populations sur les effets néfastes des projets de casse de nos services. Dans le même temps, **nous avons souhaité interpeller les élu-e-s locaux sur l'impact sur leurs collectivités et leurs territoires.**

Ainsi nous avons depuis le début de l'année envoyé 3 courriers à l'ensemble des maires et élu-e-s locaux. De même, plusieurs interpellations spécifiques ont été faites sur des territoires comme le Comminges, le Lauragais, la métropole toulousaine, le quartier du Mirail, le canton d'Auterive, le Muretain, la « zone » de Colomiers/Blagnac, le nord toulousain,....

Nous rendons compte dans ce tract de quelques interpellations, pour que chaque agent de la DRFIP31 puisse se rendre compte que **nous ne sommes pas seuls**. Dans la bataille engagée pour défendre les services de la DGFIP et ses agents, **nous sommes également au cœur de la bataille pour l'intérêt général, l'égalité de traitement des usagers, le soutien des territoires !**

### **Dans le Comminges :**

- Plusieurs actions depuis juin ont été initiées par les personnels en présence des élu-e-s locaux : ré « inauguration » de la Trésorerie de L'isle en Dodon, devant la Trésorerie de Montréjeau, devant l'Hôtel des Finances...



- Le 16/09, en présence des grévistes (le bâtiment était déserté par les agents!), une soixantaine d'élu-e-s et secrétaires de mairies représentant 55 communes étaient présent-e-s à St Gaudens : des élues des communes d'Arbas, Arguenos, Arnaud Guilhem, Aspet, Aspret, Sarra, Aurignac,

Beauchalot, Bebeze en Comminges, Bezins Garraux, Boissede, Boussan, Cassagnabere Tournas, Castagnède, Castillon de St Martory, Chein dessus, Ciadoux, Couret, Encausse les Thermes, Estadens, Ganties, Herran, His, Huos, Juzet d'Izaut, L'Isle en Dodon, Labarthe Inard, Labarthe Rivière, Laffite Toupiere, Landorthe, Larcan, Le Plan, Les Tourreilles, Lestelle de St Martory, Lez, Lieoux, Lodes, Marignac, Mazeres sur Salat, Milhas, Monclar de Comminges, Montmaurin, Montrejeau, Montsaunes, Saint Beat, Saint Elix Seglan, Saint Gaudens, Saint Ignan, Saint Martory, Saint Medard, Saint Michel, Salies du Salat, Sauveterre de Comminges, Saux et Pomarede, Soueilch, Touille, Valentine, mais aussi le président de la communauté de commune « 5 C », le président de Cagire Garonne et conseiller régional, un conseiller régional de Luchon, le sénateur, le député.

- Plusieurs motions et délibérations de collectivités ont été votées et remises : Boussan, Cazil Tamboures, Charlas, Nenigan, Labarthe Riviere, Boussens, Figarol, L'Isle en Dodon, Antichan de Frontignes, Saint Gaudens, Les Toureilles, Regades, Marignac, Martres Tolosane, Mauran, Mazeres sur Salat, Mondavezan, Montclar de Comminges, Montgaillard sur Save, Palaminy, Ponlat Taillebourd, Roquefort, St Martory, Touille.
- Carole Delga, présidente de la Région Occitanie et élue du Comminges, a reçu l'intersyndicale et s'est engagée à mobiliser sa collectivité et à interpeller le Ministre.

## Dans le Lauragais :

- Tracts spécifiques Lauragais.
- Conférence de presse avec les élus, sensibilisation des populations sur les marchés de Caraman et de Bazège, proposition de pétition (également disponibles en mairies) : 900 signatures déjà recueillies, présence sur le Tour de France – étape locale, informations fréquentes des élus et suivi.
- Plusieurs délibérations ont été votées et remises : Albiac, Auriac sur Vendinelle, Aurin, Beauville, Bourg saint Bernard, Cambiac, Lanta, La Salvetat-Lauragais, Le Cabanial, Le Faget, Loubens-Lauragais, Mascarville, Maureville, Preserville, Prunet, Sainte Foy d'aigrefeuille, Tarabel, Terres du Lauragais, Toutens, Vallesvilles, Vendine, ... et d'autres en cours, à l'ordre du jour des prochains conseils municipaux.
- Une couverture de presse importante dans les media locaux.
- Le 16/09, plusieurs élu-e-s du Lauragais étaient présents avec l'intersyndicale devant la Préfecture et en audience : le député de la 10ème circonscription, le conseil départemental de Revel, le président de la communauté des communes des Terres du Lauragais, les maires de Bazège, Caraman et Gardouch
- Le 17/09, présence au conseil de la communauté de communes Terres du Lauragais et contradiction du DRFiP invité + compte-rendu.



## Dans le canton d'auterive :

Le 16/09, plusieurs élu-e-s du canton, des collectivités et inter-co, le conseiller départemental étaient présents avec l'intersyndicale et en audience à la préfecture à Toulouse .

## Sur Toulouse et la Métropole :

- Une lettre spécifique a été envoyée à l'ensemble des élu-e-s de Toulouse, les élu-e-s de la Métropole, conseillers départementaux et régionaux.
- Carole Delga, présidente de la Région, a écrit au Ministre sur ces enjeux sur le territoire métropolitain. Des élu-e-s toulousains ont également interpellé le DRFiP.
- Un appel des « quartiers populaires pour les services publics » a été initié avec des « personnalités » associatives et du monde des entreprises, appel signé par plusieurs élu-e-s de Toulouse mais également des élu-e-s de la Région et un député européen.

## Sur l'Ouest Toulousain :

Plusieurs élu-e-s de collectivités ont exprimé leur stupéfaction en apprenant la disparition de services de la DGFIP alors que notre Directeur leur avait annoncé, quelques jours avant, leur pérennité... (Blagnac par exemple).

Ce résumé n'est pas exhaustif et plusieurs autres interpellations ont du être faites par les élu-e-s locaux. De même, nous travaillons encore à poursuivre les interpellations des élu-e-s non « mobilisé-e-s » à cette heure, en particulier sur le nord toulousain.

## **Ce bref récapitulatif montre le rejet massif du plan Darmanin par les élu-e-s locaux.**

Personne n'est dupe de la **mystification** d'un **projet** qui annonce se rapprocher des populations quand, en réalité, il supprime à un niveau jamais atteint les structures et services de proximité. L'industrialisation annoncée des services est clairement une mauvaise nouvelle pour les populations, particuliers et professionnelles, mais aussi les collectivités locales et les territoires.

**Les élu-e-s locaux sont vent debout contre les projets de notre direction et nous devons continuer à faire converger nos combats avec eux pour le respect des besoins des territoires ruraux, péri-urbains, de montagne ou métropolitains.**